Bureau du 25 octobre 2004

Décision n° B-2004-2611

objet : **Mise en place d'un réseau de mesure permanente des bruits urbains - Individualisation d'autorisation de programme**

service : Délégation générale au développement urbain - Direction des politiques d'agglomération - Mission écologie urbaine

Le Bureau,

Vu le projet de décision du 13 octobre 2004, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Le conseil de Communauté, par sa délibération n° 2003-1087 en date du 3 mars 2003, a délégué au Bureau une partie de ses attributions. Le dossier présenté ci-après entre dans le cadre de cette délégation.

L'environnement sonore est une des premières préoccupations des habitants de la Communauté urbaine, comme le confirme l'enquête réalisée en 2002 qui montre que 40 % de la population estime que son environnement sonore s'est dégradé au cours des dix dernières années.

Les mesures actuelles, soit par modélisation, soit par enregistrements ponctuels, reflètent difficilement les variations événementielles ou exceptionnelles qui font la caractéristique du bruit urbain et sa complexité. Elles ne permettent pas d'analyser suffisamment finement le bruit urbain et d'y apporter des réponses satisfaisantes et adaptées.

C'est pourquoi la Communauté urbaine envisage la mise en place d'un réseau d'une trentaine de points de mesure permanente des bruits urbains ainsi que des mesures périodiques (de l'ordre de la semaine) sur des sites particulièrement problématiques. Ce réseau mesurerait pendant des durées significatives l'état sonore de :

- lieux emblématiques : places, lieux pour piétons, espaces touristiques, etc.,
- lieux calmes, pour les préserver,
- sites avant et après grands projets, de projets d'urbanisme, de tracés de transports, etc.

Par ailleurs, en région Rhône-Alpes, il existe des acteurs publics et privés d'envergure nationale, parmi lesquels on peut citer : l'INRETS, le CSTB, des acteurs universitaires (ENTPE, Ecole centrale), des acteurs privés (BET d'acoustique, 01dB - premier fabricant français de sonomètres), etc.

Ces acteurs ont été questionnés lors de la réflexion pour la mise en œuvre de ce projet de réseau de mesure permanente. Un partenariat a déjà été engagé avec l'INRETS pour définir des zones urbaines susceptibles d'accueillir ces capteurs. Un large partenariat pourrait ainsi être tissé et valoriserait les mesures physiques effectuées.

Cette action complètera aussi un certain nombre de démarches innovantes en matière de lutte contre le bruit que la Communauté urbaine mène, avec, en particulier, le projet européen de cartographie du paysage sonore Gipsynoise ou celui du recensement quartier par quartier du patrimoine sonore (programme Daquar). Ce réseau complèterait efficacement par des mesures les actions des services de la Communauté urbaine tels que l'écologie, les déplacements, la voirie, l'urbanisme, etc.

La création d'un réseau de mesures répondrait aussi aux attentes de la population, conformément à la directive européenne du 25 juin 2002 (retranscrite dans le droit français en novembre 2004), qui imposera aux agglomérations telles que la Communauté urbaine :

- une connaissance approfondie du phénomène bruit à l'échelle de l'agglomération et un recensement de la population en fonction de son exposition,
- une large diffusion de l'information relative à l'exposition au bruit auprès du public,
- la définition et la mise en œuvre de plans d'actions de rattrapage et de préservation des espaces calmes.

Enfin, à l'instar d'autres réseaux de mesure de la pollution urbaine, comme celui de la qualité de l'air (Coparly), il permettrait de se doter d'un outil de gestion qualitative et quantitative du cadre de vie. La Communauté urbaine s'inscrirait ainsi dans un réseau de villes françaises (Paris, Lille, Nice) et européenne (Madrid) qui développent des approches similaires basées sur le calcul et la mesure.

La mise en place d'un réseau de mesure permanente des bruits urbains permettra à la Communauté urbaine de se doter d'un outil de gestion de l'environnement sonore urbain.

Éléments financiers

L'étude de faisabilité menée par Acoucity a permis d'estimer le coût de la mise en œuvre d'un tel réseau à 10 000 € TTC par station de mesure. Le projet présenté porte sur l'installation d'une trentaine de points de mesure, ce qui représente un investissement initial de l'ordre de 300 000 € TTC.

Les coûts de maintenance annuels, suivant les options choisies, sont compris entre 5 % et 10 % du montant de l'investissement, soit entre 15 000 € et 30 000 € TTC.

Les coûts d'exploitation sont fonctions des options techniques retenues et des moyens humains qui seront affectés (prévisible : un technicien et un ingénieur). Une externalisation de ces derniers pourrait être envisagée dans le cadre de la gestion ultérieure du réseau, tant dans la maintenance, le rapatriement des données ou l'exploitation et la valorisation des résultats.

Sur le plan de l'organisation, des synergies sont à l'étude au niveau de la Communauté urbaine pour réduire les coûts de transmission des données et des moyens en informatique (transmission radio des données, réseau de fibre optique de la signalisation lumineuse, etc.).

Planning prévisionnel

- début 2005 : lancement de la consultation,
- mi-2005 : résultats de l'appel d'offres,
- 4^e trimestre 2005 : livraison de 5 à 10 balises test,
- début 2006 : livraison de 20 à 25 balises,
- courant 2006 : le réseau d'une trentaine de balises est opérationnel.

Circuit décisionnel : ce projet a fait l'objet d'un avis favorable du pôle environnement lors de sa réunion du 28 septembre 2004 ;

Vu ledit dossier ;

Vu la délibération du Conseil n° 2003-1087 en date du 3 mars 2003 ;

DECIDE

1° - Approuve la mise en place d'un réseau d'une trentaine de points de mesure permanente des bruits urbains ainsi que des mesures périodiques (de l'ordre de la semaine) sur des sites particulièrement problématiques.

2° - L'opération mise en place d'un réseau d'observation du bruit, inscrite à la programmation pluriannuelle d'investissements 2002-2007, fera l'objet d'une individualisation de l'autorisation de programme globale écologie urbaine, pour un montant de 300 000 € en dépenses à prévoir en crédits de paiement sur 2005.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,